

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38030 GRENOBLE CEDEX 02

Lyon, le 02/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2022

Contexte et constats

Publié sur



GDE (GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT)

ZI et Portuaire
Route de Sablons
38150 SALAISE SUR SANNE

Références : 2022-Is024T2

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2022 dans l'établissement GDE (GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT) implanté ZI et Portuaire Route de Sablons 38150 SALAISE SUR SANNE. L'inspection a été annoncée le 04/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Viiste effectuée dans le cadre de l'action régionale sur la défense incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GDE (GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT)
- ZI et Portuaire Route de Sablons 38150 SALAISE SUR SANNE
- Code AIOT dans GUN : 0010400092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Le site de Salaise dispose d'un broyeur à métaux ferreux qui permet la découpe des différents entrants (VHU, électroménager, tri des entreprises...) en morceaux de ferrailles à destination des aciéries. Le broyeur permet également la séparation des éléments légers (plastiques divers). Il est également centre de regroupement pour les métaux non-ferreux.

Depuis la visite du site, la société GDE est devenue la société DERICHEBOURG.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- défense incendie : ressource en eau et organisation
- prévention des pollutions : bassin de rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1	/	Sans objet
État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 6.3.1	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	Sans objet
Equipe d'intervention	Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 6.3.3	/	Sans objet
Disposition contre les incendies	Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 3.2.3	/	Sans objet
Disposition contre les incendies – découpe	Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 3.2.4	/	Sans objet
Disposition contre les incendies – bouteilles	Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 3.4	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 4.10.4	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 4.10.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En cas de besoin, l'eau provient du Rhône voisin, qui est une réserve inépuisable. Les quantités pouvant être retenues sur site sont également importantes. La prise en compte du risque incendie est réelle.

L'exploitant devra néanmoins fiabiliser la gestion de ses non-conformités des vérifications périodiques pour l'ensemble de ses équipements.

Il devra également s'assurer que le dossier transmis au SDIS en cas d'accident contienne bien les informations liées aux batteries (Fiche de données de sécurité).

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : Tous les soirs, il y a une estimation des quantités de déchets présents dans chaque zone. Ces estimations font l'objet d'une fiche qui est transmise quotidiennement au gardien
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks (quantités et photos) est transmis tous les soirs en mail aux personnes d'astreinte et à la société de gardiennage.</p> <p>L'état des stocks comprend les principaux types de déchets : platinage, VHU, VHU à dépolluer, résidus de broyage (plastiques divers)...</p> <p>Sur le site, les différents types de déchets sont séparés afin de constituer des îlots.</p> <p>Le stockage de déchets dangereux autorisé correspond au stockage de batteries (au plomb) et à leur électrolyte (acide) présent dans ces batteries.</p> <p>Les quantités de batteries stockées sont inférieures à 30 T (correspondant à une unité de transport).</p> <p>Le site n'a pas vocation à recevoir beaucoup de batteries.</p> <p>Elles sont stockées vers la zone des métaux non ferreux, à l'écart de la zone du broyeur qui est la zone la plus à risque incendie.</p> <p>L'emplacement de ces batteries est indiqué dans le document tenu à disposition du SDIS 38.</p> <p>L'état des stocks des batteries est mis à jour quotidiennement et est disponible sur demande des services de secours.</p>
Observations : S'assurer que la fiche de données de sécurité de ces batteries est dans le dossier SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 – 2
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions de l'article 47 sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
Constats : L'état des stocks transmis tous les soirs permet de fournir l'information vulgarisée. Cet état des stocks est mis à jour de manière quotidienne et une photo des différents types de déchets à traiter est prise tous les soirs à la fermeture du site. Tous les véhicules entrants et sortants du site (camions) sont pesés afin de réaliser la facturation. Il existe un plan général du site à l'entrée qui indique les différentes zones de stockage et dans le dossier SDIS. Le site n'est pas soumis à POI.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant devra justifier d'une ressource en eau permettant d'assurer un débit minimal de 130 m3/h pendant quatre heures. Des poteaux d'incendie 2 x 100 mm (2000 litres/minute) seront placés au Nord et au Sud du site en accord avec les pompiers. Ces poteaux seront implantés en tenant compte des distances minimales définies par le calcul du flux thermique 3 KW/m3. L'aire de mise en œuvre des engins des sapeurs-pompiers pour l'aspiration au canal du Rhône devra être réalisée conformément au "chapitre 11.2° de la circulaire interministérielle N°465 du 10 décembre 1951. Un plan devra être fourni au SDIS avant tout aménagement et des essais devront être réalisés en fin de travaux en présence ou avec le concours des sapeurs-pompiers. Les canalisations permettant d'aspirer l'eau au canal devront être munies de demi- raccords symétrique de 100 mm. Toutes dispositions devront être prises pour permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder rapidement à l'intérieur de l'établissement, en dehors des heures où journées ouvrées et en l'absence de toute présence permanente sur le site (un protocole précis devra être établi sur ce point avec les sapeurs-pompiers locaux).
Constats : L'ensemble de l'eau du réseau incendie provient du Rhône : 3 pompes de 150 m3/h et une réserve en eau qui sert de tampon. Il y a donc un respect des ressources en eau définies dans l'AP. Les poteaux incendie ont été remplacé par des canons orientables à 360° qui sont sous pression permanente pour une utilisation plus rapide. Le site dispose d'un aménagement pour le SDIS au niveau de la plate-forme d'aspiration qui permet de pomper l'eau du Rhône. Il y a toujours une personne présente sur le site pour permettre l'accès en permanence aux pompiers.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.
Constats : Les canons à eau sont équipés d'une protection contre le gel (calorifugeage des tuyaux et vidange automatique de l'eau dans le diffuseur à la fermeture de ce dernier)
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : La vérification périodique est effectuée selon les délais réglementaire. La tenue du registre de sécurité est réalisée. Le suivi des non-conformités est indiqué pour certaines vérifications réglementaires mais cela n'est pas fait systématiquement (ex : pour un canon à eau, une pièce en aluminium de la poignée est cassée et nécessite un changement du demi-canon mais vu que ce n'est pas un point bloquant pour l'utilisation du canon, ce n'est pas réalisé).
Observations : Dans un délai de 30 jours, l'exploitant mettra à jour son suivi des non-conformités et ce suivi sera tenu à jour
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Equipe d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 6.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'un service de sécurité placé sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints.
Constats : Le site dispose d'une équipe d'intervention. Sur le site de Salaise, 80% des salariés sont équipiers de seconde intervention. Ils sont formés par une société extérieure tous les 2 ans et réalisent des exercices, tournant entre les équipes, tous les 15 jours.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Disposition contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : 3.2.3 — Dépôt de matières combustibles (papiers, cartons, plastiques) Il est interdit de fumer dans les dépôts, hangars, ateliers ou magasins. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents sur la porte d'entrée et à l'intérieur des locaux avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale. Des mesures seront prises pour éviter la pullulation des insectes et rongeurs. Les produits en vrac seront stockés à l'intérieur des bâtiments. Après conditionnement (tri, broyage — compactage...) ce stockage se fera en îlots de hauteur maximale 4 m, de volume 200 m° et séparés par des allées de 2 m de large maintenues dégagées en permanence. Toutes précautions seront prises pour éviter les envols. Le stockage sera agencé pour être accessible sur au moins deux côtés par des jets de lance à incendie. Les bâtiments "tri", "papiers-cartons", "plastiques" seront équipés d'un système d'extinction automatique.
Constats : Non-concerné – pas de présence de papiers- cartons-plastiques
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Disposition contre les incendies – découpe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 3.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : les postes de découpe seront équipés de manière à contenir tout incendie et éviter leur propagation ; l'aire de découpe au chalumeau sera distante de 10m de tout amas, stock... de matières combustibles.
Constats : Les postes de découpe sont fixes et se situent dans un coin du site, à distance de la zone du broyeur. Ils disposent d'extincteurs et d'un canon à eau. Le jour du contrôle, il n'a pas été constaté de présence de matières combustibles à proximité des postes de découpe.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Disposition contre les incendies – bouteilles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les dépôts de bouteilles seront réalisés sur des emplacements spécifiques, à l'air libre, éloignés de toute source de chaleur. Les stocks de bouteilles de propane et de bouteilles d'oxygène seront éloignés par une distance de 5 m. Les bouteilles seront protégées contre les chutes et les chocs mécaniques, de même que les canalisations, tuyaux. À proximité du poste de découpe et des dépôts seront installés au moins deux extincteurs à poudre et un poste d'alimentation en eau (RIA). Les bouteilles et leurs équipements feront l'objet d'un entretien régulier (contrôles visuels, épreuves, etc..
Constats : Les bouteilles de gaz sont dans des cadres. les tuyaux d'alimentation des postes de découpes sont enterrés. Les extincteurs sont présents ainsi que le canon à eau.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 4.10.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : L'établissement sera équipé d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Il aura une capacité minimale de 600 m3.
Constats : Le bassin de confinement présent sur site fait 1800 m3 (en 3 parties), il y a en plus environ 200 m3 de disponible dans les caniveaux du site.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention du risque pollution par eaux extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 4.10.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Les eaux collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté. Le bassin doit être maintenu, en temps normal, au niveau le plus bas techniquement admissible.
Constats : Il existe différentes vannes guillotines pour la gestion des 3 zones du bassin de rétention. Le personnel d'astreinte les manipulent régulièrement, une feuille de consigne est apposée à proximité immédiate de la zone des vannes. La personne d'astreinte doit aller, dès son arrivée, mettre le bassin en "mode rétention". Le jour de la visite, la manipulation (ouverture/fermeture) de la vanne finale de la fermeture du bassin de rétention s'est effectuée correctement (absence de grippage).
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet